

exemplaire, transparente et coopérative qui en est venue à caractériser la CEAP.

Je veux mentionner bien clairement, Monsieur le Président, que nous n'attendons pas une coordination macro-économique comme celle menée au niveau du Groupe des Sept. Étant donné la diversité des régimes économiques englobés dans la CEAP, il nous est difficile d'imaginer comment cela pourrait même nous préoccuper vraiment. Nous ne nous attendons pas non plus à ce que ce mécanisme se livre à un «examen paritaire» des politiques économiques de chaque membre, comme le fait l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce que nous attendons, c'est un dialogue. Rien de plus et rien de moins.

Monsieur le Président, alors que les échanges financiers et commerciaux se multiplient en tous sens dans l'ensemble de notre région et que nos économies deviennent de plus en plus interdépendantes, il est clair que les possibilités de frictions et de conflits entre nos pays se multiplieront aussi. La chose est particulièrement prévisible dans notre région, étant donné que des mésententes peuvent surgir en raison de l'énorme diversité culturelle, historique et linguistique qui caractérise la région de la CEAP. Il est donc d'autant plus impérieux que nous ayons un mécanisme qui nous permette de traiter les différends et les problèmes avant qu'ils ne deviennent hautement publicisés, acrimonieux et donc très difficiles à gérer.

Monsieur le Président, j'ai le fervent espoir que nos fonctionnaires responsables des affaires étrangères et des finances continueront à se réunir régulièrement et officiellement. Cela est essentiel si nous voulons améliorer notre compréhension collective des économies de la région et nous aider nous-mêmes à développer des politiques et à appliquer des décisions qui améliorent sensiblement la prospérité généralement associée à cette région extraordinairement dynamique.

Monsieur le Président, je vous remercie.